

nla

LES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 743 du 7 novembre 2002 - Prix 0,38 €



20 octobre : hommage de
la Jeunesse, des Citoyens,
de la Nation aux Fusillés
de Châteaubriant.

Vite lu

Ce nouveau numéro des Nouvelles en date du 7 novembre 2002, ouvre un dossier d'actualité concernant le projet de financement de la Sécurité sociale. Alors que les députés planchent sur ce thème, notre journal met le doigt sur le projet du gouvernement et éclaire sur les propositions des communistes.

Dans ce numéro, vous retrouverez comme chaque quinzaine, l'actualité sociale, économique et politique sur notre département ainsi que le reportage réalisé lors de la Cérémonie du 61^e Anniversaire des Fusillades de Châteaubriant.

Décentralisation : les Français doivent être informés

«Décentralisation: le gouvernement ne veut pas d'un référendum», titre sur sept colonnes le journal Le Figaro. Pourtant le projet de loi constitutionnelle sur la décentralisation est une affaire grave. Vaut-elle conduire à plus de proximité, comme le prétend le discours officiel? Ou ne risque-t-elle pas plutôt d'entraîner plus d'inégalités, entre régions, entre territoires, entre citoyens? Les Français doivent être informés des tenants précis de ce projet puis consultés et dire leur mot.

Pour l'heure, le pouvoir louvoie. Il tente de faire oublier que ce référendum était une des promesses du candidat Chirac: «Les Français devront naturellement être consultés par référendum sur cette réforme essentielle», disait-il le 10 avril dans son discours de Rouen, intégralement consacré à la décentralisation. Est-ce un hasard si cette phrase a disparu de la version du discours publiée dans le dossier de presse du gouvernement?

Chafouin comme à son habitude, le premier ministre estimait encore la semaine dernière dans la Voix du Nord: «Un référendum? Ce n'est pas exclu. Tout dépendra de la mobilisation de l'opinion sur ce sujet».

Chiche! Car on a tout lieu d'être inquiet du projet gouvernemental, de cet article, par exemple, visant à ce que la loi comporte des dispositions à caractère expérimental. À l'évidence, informés de la question, les Français refuseraient une expérimentation à la carte qui conduirait à une République d'inégalités devant l'accès à l'éducation, aux soins ou encore à la formation.

Et puis, ce projet développe également une logique dangereuse d'autonomie fiscale des collectivités: cette logique est grave, porteuse d'une conception inégalitaire du développement et de l'accès aux services sur le territoire.

Comme le rappelait Marie-George Buffet: «Quand on prétend vouloir rapprocher les citoyens des lieux de décision, on commence par les consulter, par consulter l'ensemble des assemblées élues, avant de demander solennellement un débat national qui conduise à un référendum sur le projet de loi constitutionnelle. Si le gouvernement ne fait pas le choix du référendum, alors il volera au peuple le droit de décider dans quelle République il souhaite vivre».

Modernisation sociale

**LOI DE MODERNISATION SOCIALE :
la revanche des patrons**

Jean-Pierre Raffarin s'attaque avec brutalité à la loi dite de modernisation sociale.

Du texte voté par la gauche plurielle grâce à l'action des salariés et sous la pression des députés communistes, il ne devrait plus rien rester. La patte du patronat est évidente. Désireux de licencier en paix, il a exigé le retrait de certaines dispositions introduites dans la loi; à ses yeux, elles contredisent ce qu'il considère comme la «compétitivité des entreprises». Non seulement le gouvernement lui donne raison, mais il accentue le mouvement avec comme but ultime de le rendre inéluctable. Cet alignement sur les thèses du MEDEF est d'autant plus insupportable qu'il s'accompagne d'une hypocrisie sans borne. Le projet de loi suspendant de nombreux articles de la loi sera présenté aux parte-

naires: Raffarin propose aux syndicats de négocier avec le patronat les conséquences de cet énième recul social, manière de les rendre coresponsables de sa politique. Hypocrisie encore que la nomination d'un «Monsieur prévention des plans sociaux» alors que sont taillées en pièce des dispositions du texte, certes insuffisantes, mais qui constituaient des points d'appui pour combattre les plans sociaux. Dans le même temps, la carte de France des plans sociaux s'est couverte de points noirs. La guerre de l'emploi est déclarée. Aiguillonné par les grands actionnaires, qui exigent une rentabilité toujours plus forte, le patronat entend saisir l'occasion de la chute de la croissance pour sabrer dans les effectifs et pousser le gouvernement à frapper encore plus fort pour profiter de cette «fenêtre de tir».



Une remise à jour du fichier des lecteurs des Nouvelles, a été effectuée durant la période estivale. Peut-être avez-vous connaissance d'anomalies autour de vous.

Alors, n'hésitez pas, faites le nous savoir afin que nous apportions les corrections nécessaires.

- Ecrivez-nous : NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
- Téléphonez-nous : 02 40 35 03 00
- Envoyez-nous un message électronique : nla.publicite@wanadoo.fr

De vous à moi

C'était un petit peu comme si tout recommençait en ce petit matin d'octobre, Place du Commerce à Nantes. Tu parles, depuis le temps que l'on ne s'était pas retrouvé pour dire non à toute cette foutue société, à ces foutus patrons, à ce foutu gouvernement. C'était super de chez super... il y avait du monde... les slogans étaient sacrément portés par la grosse sono... il faisait même beau comme au bon vieux temps. En fait, il n'y avait presque rien d'autre à dire.

On aurait même pu croire qu'il ne s'était passé que quelques semaines comme au bon vieux temps, depuis la dernière manif et pourtant...si les choses étaient si simples que cela...

J'étais de ces manifestants du petit matin avec toutefois une pointe d'amertume et d'interrogation car, au fond de moi, je pensais à ce qu'il aurait pu se passer, si il y a quelques mois, quelques années, ces mêmes manifestants étaient descendus dans la rue pour pousser le gouvernement de l'époque et en particulier sa majorité socialiste, à prendre des mesures qui rompent avec la logique du capital, pour mettre à la raison le MEDEF et s'appuyer sur ceux qui voulaient construire une véritable alternative politique dans notre pays.

J'étais persuadé en regardant les manifestants, en écoutant les slogans qu'il y avait besoin de beaucoup discuter et débattre pour redonner au mouvement social ce qu'il n'aurait jamais dû perdre : cette faculté de construire dans l'action et non pas seulement de dire non quelle que soit la force avec laquelle on le dit.

A la lecture de la presse dans les jours qui ont suivi cette belle manifestation du 17 octobre, je souffrais à l'annonce faite de la remise en cause de la loi de modernisation sociale par le gouvernement Raffarin et particulièrement des articles pour lesquels les Communistes avaient été à l'initiative. J'avais souffert quelques jours auparavant suite au vote de l'Assemblée nationale remettant en cause les 35 heures, les emplois jeunes... C'est en fait sur les capacités du mouvement social à agir pour une véritable alternative politique que je m'étais heurté en ce beau matin du mois d'octobre.

Y.C.

35 heures

35 heures : régression

En adoptant le projet de loi Fillon «relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi», les députés de la majorité ont entériné un recul sans précédent et posé les jalons d'un démantèlement plus vaste encore du droit du travail.

Les dispositions du texte, en effet, vont bien au-delà d'un simple assouplissement de la loi Aubry. Non seulement le gouvernement a rétabli sans le dire les 39 heures votées par la gauche en 1982 mais, au passage, il encourage le dépassement des 40 heures qui constituaient la durée légale du travail hebdomadaire en 1936!

L'extension du contingent annuel d'heures supplémentaires, de 130 à 180 heures, autorise de fait à travailler jusqu'à 39h25 par semaine, au prix d'une majoration infime de 10% pour les entreprises de moins de 20 salariés. Cet allongement est facilité par la suppression des repos compensateurs pour les entreprises de 10 à 20 salariés, soit plus de 1,5 millions de personnes. En

outre, l'évaluation du temps de travail effectif sera difficile puisqu'un amendement UMP-UDF a ni plus ni moins annulé le paiement des astreintes. À ce rythme, plus de 4,5 millions de salariés des petites entreprises seront mis à rude épreuve: travailler plus sans aucune garantie de gagner plus!

Le «paradoxe», c'est que le duo Raffarin-Fillon a profité pleinement des «failles» de la loi Aubry, que les communistes avaient dénoncées. La droite a procédé, par exemple, à un véritable tour de passe-passe sur la simple base de l'inégalité de traitement des salariés. Sans parler de l'absence d'harmonisation des salaires minimums, l'annualisation, la flexibilité...

En démantelant des fondamentaux du pacte social républicain et en écrasant des portes déjà entrouvertes, le texte Fillon affirme la primauté des accords d'entreprise sur la loi.

Mêmes certains accords de branche voleront prochainement en éclats. Pour le plus grand bonheur du MEDEF!



Chateaubriant : 20 octobre



La veillée du souvenir à Nantes



Ils et elles étaient venu(e)s de Bretagne, de Nantes ou de Saint-Nazaire, de la région parisienne ou tout simplement de Chateaubriant pour commémorer en ce 20 octobre 2002, le 61^e Anniversaire des Fusillades de Chateaubriant. Anonymes ou militants, l'émotion des 1500 hommes et femmes, des

de la ville ou de la banlieue parisienne, était grande dans la Carrière où furent fusillés les 27 otages. Un drame, toujours présent dans la mémoire qui dépasse indiscutablement avec sa commémoration, l'indispensable cérémonie pour se retrouver en phase avec l'actualité en ce début de 21^e siècle. Pour la première fois, la

voix vibrante de Maurice NILES n'a pas résonné au micro de la scène disposée au fond de la carrière. Celui qui avait tout donné pour que soit perpétué la mémoire des Fusillés et qui s'est éteint quelques semaines après le 60^e Anniversaire, restait néanmoins présent dans les esprits à l'image de son portrait posé aux côtés des orateurs.

Marie-George Buffet

Marie-George BUFFET, Secrétaire nationale du Parti Communiste Français, devait dans une allocution, revenir sur ce que représente, 61 ans après les Fusillades, le martyr des 27 otages, en posant les questions :

« Qui étaient-ils ? Des militants politiques et syndicaux, parfois très jeunes, honnêtes et sincères. Que voulaient-ils ? Mettre fin à l'oppression du peuple, mettre fin à celle de la France.

A quoi rêvaient-ils ? A un monde de paix, de justice, de fraternité et de liberté.

Oui, en ce 22 octobre 1941 les 27 martyrs de la clairière étaient le visage de la France. De cette France qui avait su dire non.

Non à l'occupation et à la barbarie nazie.

Non à la collaboration de Vichy et de l'ensemble de l'appareil d'état mis au service de la répression des juifs, des démocrates, des syndicalistes, des francs-maçons, des communistes et de toutes celles et de tous ceux qui ne voulaient pas d'une France avilie.

Non au silence, à la complicité, à la lâcheté de ceux qui détournent parfois la tête devant les affiches portant le nom des otages, griffonnaient des lettres anonymes ou pire encore participaient aux crimes de la milice ».

Rappelant qui étaient les 27 otages, Marie-George BUFFET déclarait :

« Ces 27 rejoignent le panthéon des martyrs de la liberté, ceux de l'an II à Valmy, des ouvriers de 1830 et de 1848, ceux de la Commune de Paris. Ils sont le visage de cette France militante et combattante celle qui ne cède jamais malgré l'adversité... Militants communistes, c'est d'eux dont je parle, ils ont su donner à voir de leur idéal. Comment ne pas évoquer André TOLLET, mais aussi mon ami et camarade

Henri ROL TANGUY, résistant, brigadiste, qui a porté toujours haut son idéal communiste. Ils sont les symboles de la dignité communiste et au delà de la dignité humaine. Les Communistes ont toujours été identifiés comme ceux qui ne laissent pas faire, qui luttent pied à pied contre l'injustice et le sort fait à notre peuple. Avec d'autres, ils ont contribué à semer les germes d'une conscience qui a parfois rencontré l'Histoire comme au moment du Front Populaire ou à la Libération ».

Il y a encore dans ce monde des milliers de Guy MOQUET qui crient contre l'injustice et l'oppression. Ils luttent pour le travail, la paix, la liberté mais ils luttent surtout pour la dignité.

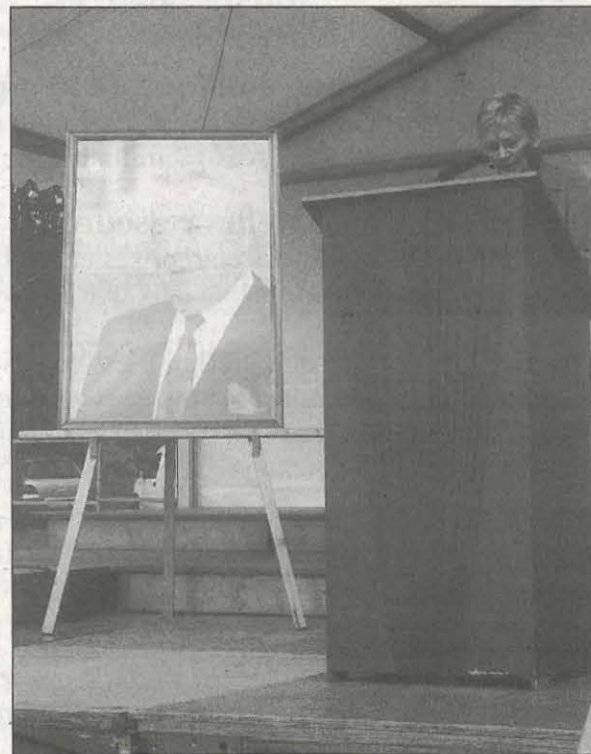
crois en ayant au cœur la blessure du 21 avril. Partout dans le monde des femmes et des hommes se lèvent contre un système qui se satisfait des inégalités, des injustices, de la famine, des discriminations. Un système inhumain qui produit des catastrophes écologiques, la violence et la guerre. Ces hommes et ces femmes savent qu'il n'est pas écrit que cela doit être ainsi.

Ces hommes et ces femmes debout, sont le cœur de la démocratie et du progrès. Donner son temps, son énergie avec d'autres pour d'autres, est utile, vital à tout développement de société. Pour moi les mots engagement, bénévolat, militant, militante sont des mots nobles de la langue française. Ils veulent dire abnégation, volonté, générosité et courage. Tous les responsables devraient se féliciter d'avoir face à eux des citoyens actifs. Car que serait notre République sans ces hommes et ces femmes qui se dépensent sans compter, pour faire connaître leurs idées, pour les défendre, pour construire avec d'autres un monde plus juste et plus humain. L'engagement c'est aussi

parfois faire preuve de courage et de sacrifice. Cette clairière en est témoin.

Le contexte fort heureusement n'est pas le même mais nous savons que nous devons faire preuve de cœur, de détermination dans la période qui s'annonce. Une période lourde de tensions internationales, de peur, d'insécurité sociale et démocratique.

Une période porteuse également d'exigences de nouveaux rapports entre les individus et les peuples. Savoir dire non à un ordre établi ; savoir porter les révoltes et les indignations justifiées ; savoir agir pour que, rassemblés, les hommes et les femmes portent une société de bonheur et de dignité ; voilà ce que peut porter un engagement du 21^e siècle ».



PROJET DE LOI SUR LE FINANCEMENT

MATTEI montre son vrai visage celui d'un Ministre appartenant à démocratie libérale.

Ses orientations libérales sont de plus en plus nettes : les usages pénalisés, les grands labos favorisés, l'hôpital public mis en concurrence avec le privé...

Ces deux pages ont pour but d'aider à mieux faire percevoir cette politique libérale, ses conséquences, faire des propositions alternatives permettant de répondre aux besoins de la population.

I - Le déficit de la Sécurité Sociale

A nouveau la Sécurité sociale est en déficit

La Sécurité Sociale annonce un déficit du régime général de la sécurité sociale de 3,3 milliards d'euros. Le retour du déficit est provoqué par l'augmentation du chômage et la pression sur les salaires. Il est donc dû à une perte de recettes.

Les recettes de la sécu sont très dépendantes de l'évolution de la masse salariale. Toute variation de 0.1 point de la masse salariale entraîne un gain ou une perte de recettes pour la sécu de 150 millions d'euros (chiffre de *la Tribune*).

La politique gouvernementale de refus d'augmenter le SMIC, de baisse de charges patronales va encore aggraver le déficit de la sécu. MATTEI ne dit pas un mot sur le manque de recettes pour la sécu mais propose pour résoudre le déficit le déremboursement des

médicaments. Ce sont de vieilles recettes mises en place par presque tous les ministres successifs depuis Simone Weil. On peut juger de leur inefficacité.

Le déremboursement va accentuer les inégalités en matière de santé. Ceux qui auront les moyens financiers pourront utiliser des médicaments qui seront devenus inaccessibles aux autres. De plus, MATTEI se dit prêt à étudier la revendication des médecins de pouvoir pratiquer des honoraires libres sur une partie de leurs activités.

Les dépenses de santé sont en augmentation constante pour deux raisons essentielles : l'allongement de l'espérance de vie et des progrès constants de la médecine. Cette augmentation est légitime.

Quelles propositions des communistes

Les Communistes qui ont pour objectif l'accès de tous aux meilleurs soins proposent de trouver de nouvelles recettes pour la sécurité sociale. Recettes d'autant plus nécessaires qu'il faut améliorer l'ensemble des remboursements et plus particulièrement les lunettes, prothèses dentaires, appareillage médical.

1 - Développer une politique de l'emploi, d'augmentation des salaires.

- ✓ 1% d'augmentation de salaire c'est 9 milliards d'euros pour la sécu
- ✓ 1 000 000 d'emplois créés : 7 milliards d'euros pour la sécu

2 - Trouver de nouvelles ressources

Les revenus financiers des entreprises et des banques ne participent pas au financement de la sécu. S'ils cotisaient au même taux que les salaires c'est plus de 13 milliards d'euros pour la sécu.

Le courage politique aujourd'hui n'est-ce pas de mettre à contribution les revenus financiers plutôt que de contraindre les plus pauvres à moins se soigner ?

Une réforme des cotisations sociales tenant compte de la politique de l'emploi, de la formation, des salaires des entreprises.

Les exonérations des cotisations

En 2002, les exonérations de cotisations ont atteint 19.5 milliards d'euros soit près du triple du montant de 95. L'expérience montre que les exonérations toujours en augmentation ne favorisent pas l'emploi.

Les exonérations proposées par Raffarin concernent les bas salaires (jusqu'à 1.7 fois le SMIC) et tirent ainsi les salaires vers le bas - pour en profiter les entreprises embauchent au SMIC - ce qui est mauvais pour la sécu.

Ce que nous

II - Plan médicament d

Du plan médicament de MATTEI à la fermeture d'Aventis à Romainville : le médicament au cœur de

Le déremboursement de nombreux médicaments est préjudiciable à la santé. Pourquoi alors sont-ils produits ou continuent-ils de l'être ? Comment peut-on justifier les écarts de prix entre plusieurs médicaments pour une même pathologie ?

Parce que le médicament est d'abord pour les trusts et les profits, une marchandise très rentable.

Pour eux un bon médicament est celui dont le chiffre d'affaires est d'un milliard de dollars.



La politique répond de grands la

Il est probable qu'ils obtiennent de hauts prix pour ces innovations. Cette politique est confirmée par les principaux médicaments moléculaires. Les médicaments sont remplacés par des médicaments plus chers. Comme un médicament coûte plus cher, les traitements sont déremboursés.

fois plus cher pour le plus grand profit des laboratoires. D'ailleurs *Libération* titrait «les gros labos gagnent le gros

Dérembourser les médicaments va pénaliser

- > les personnes qui continueront à les utiliser et qui de plus en plus sont âgées
- > Celles qui ne pourront financièrement assumer cette charge
- > médicaments qui le plus souvent leur sont prescrits depuis des années
- > C'est une nouvelle source d'inégalité devant la santé

Quelles propositions des communistes, c'est

du médicament dont on a besoin aujourd'hui

- > Une politique de recherche et de production qui prenne en compte les besoins de la France et du monde :
- Pour lutter contre les maladies tropicales, le SIDA, les cancers, les maladies orphelines qui n'intéressent pas les industriels, mais qui sont considérés comme "non solvables".
- Les cancers, les maladies orphelines qui n'intéressent pas les industriels, mais qui sont considérés comme "non solvables".
- Les cancers, les maladies orphelines qui n'intéressent pas les industriels, mais qui sont considérés comme "non solvables".
- Pour produire à quantité suffisante les vaccins nécessaires à la santé publique, qui ravagent l'Afrique comme par exemple c'est le cas actuel.
- > Une politique qui accorde plus d'importance aux besoins de la population que les dépenses publicitaires et de promotion.
- > Une politique qui garantisse une maîtrise publique de la production et de la fixation des prix en concertation avec tous les acteurs : l'Etat, les organismes de protection sociale, les laboratoires, les représentants des professionnels et des usagers, les associations.

Ce sont les raisons pour lesquelles il est impératif

- > De garantir l'avenir du laboratoire de recherche d'Aventis, le plus performant de notre pays.
- > De surseoir à la décision de déremboursement de certains médicaments.
- > De mettre en place une commission pluraliste, sous l'autorité de l'Etat, pour prendre de vraies mesures sur les prix de tous les médicaments.

EMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE :

réserve le gouvernement

le MATTEI

du laboratoire de recherche
choix politiques.

enté comme une mesure qui vise
e d'autres.

e ?

rs spécialités de laboratoires dif-

pharmaceutiques une source de

uel de vente est de plus de 1 mil-

que du Ministre MATTEI
abord à cette exigence des
boratoires.

ible que dans cette logique, ils
du gouvernement la liberté des
es médicaments permettant des
thérapeutiques. Si cette mesure
ée, cela pénalisera les hôpitaux,
utilisateurs de ces nouvelles
Cela pénalisera la sécu aussi car
ments jugés peu efficaces seront
par d'autres beaucoup plus oné-
ne l'a révélé l'Huma du 2 octobre,
ent la Colimicyne utilisé dans les
de la mucoviscidose serait
é et remplace par un autre sept

os lot».

l'abord les utilisateurs :

vront payer davantage,
harge de plus, se passeront de ces
s longtemps.

est d'une autre politique

hui :

en compte les besoins immenses

otamment dans les pays pauvres

as les laboratoires parce que pas

es pour enrayer les épidémies qui
llement avec la méningite.

dépenses de recherche qu'aux

s choix de recherche, de produc-

cteurs concernés :

ires pharmaceutiques, les repré-

s de malades....

atif aujourd'hui :

entis à Romainville, un des plus

ins médicaments.

torité de l'Etat, pour prendre les



III - Les hôpitaux publics

Les hôpitaux publics sont dans
un état d'étranglement financier
alarmant. De nombreux lits sont
fermés. Des hôpitaux de proxi-
mité menacés.

Les propositions de MATTEI ne
sont pas à la hauteur et conti-
nuent dans la même logique que
les années précédentes depuis
1991. Il propose :

☞ Une première tranche d'un
milliard d'euros. Mais il est
noté : «cette somme devra per-
mettre d'accompagner la recom-
position de l'offre hospitalière et
de faire face aux contraintes de
sécurité sanitaire».

☞ Il annonce une mission d'au-
dit et d'expertise hospitalière, la
mise en œuvre de la tarification à

l'activité. Selon *le Figaro* cette
réforme en discussion depuis une
quinzaine d'années devrait per-
mettre d'allouer les moyens en
terme de financements aux éta-
blissements hospitaliers en fonc-
tion des critères de productivité.

☞ Des modifications législatives
proposées avant la fin de l'année,
permettront d'autoriser une per-
sonne privée à construire des
bâtiments pour le compte de
l'hôpital.

☞ Donner des nouveaux pou-
voirs aux ARH.

Nous voyons bien à travers ces
deux points que la logique de
casse du service public de santé
est toujours à l'œuvre.

L'hôpital a besoin de moyens humains et financiers

La proposition des communistes
de supprimer la taxe sur les
salaires (qui permet de financer
50 000 emplois), de supprimer la

TVA sur les travaux, la surcom-
pensation des cotisations CNRA-
CL est plus que jamais à l'ordre
du jour.

Rien n'est annoncé en ce qui concerne la formation

Or, s'il n'y pas immédiatement
un plan d'urgence notre système
de santé va s'écrouler de lui-

même faute de professionnels
formés en raison des quotas mis
en place dans les années 70.

Quelles propositions des communistes pour le financement de la Sécurité Sociale

- ➤ non au déremboursement des médicaments
- ➤ amélioration de tous les remboursements, particulièrement les

lunettes, les prothèses dentaires et auditives, l'appa-
reillage médical.

- ➤ de nouvelles ressources pour la sécurité sociale
avec la taxation des revenus financiers au même taux
que les salaires entre autres.

- ➤ un plan d'urgence pour l'hôpital
- avec un moratoire sur les restructurations en cours.

- ✓ suppression de la taxe sur les salaires, de la TVA
sur les travaux, de la surcompensation de la CNRA-
CL

- ✓ un plan d'urgence de formation avec l'augmen-
tation des quotas de 9000 médecins et de
40 000 infirmières par an avec une validation des
acquis pour celles et ceux qui travaillent depuis des
années à l'hôpital.

**Tout cela afin de remettre en cause la logique
comptable.**



nla

REGARD SUR LA SOCIÉTÉ... REGARD SUR LA

Logements sociaux

Une pénurie durable, inacceptable

Il est inadmissible que la France, classée en tête des puissances économiques mondiales, s'inscrive dans la pénurie durable de logements HLM. Les prévisions budgétaires pour l'année 2003, font apparaître une régression de 300 millions d'euros dans le budget du logement, lequel est classé au 16ème rang dans le budget de l'Etat (7,2 milliards d'euros). Le Ministre annonce 54 000 logements planifiés pour 2003, mais pour débloquer les demandes urgentes, il faudrait programmer 100 000 logements.

En Loire-Atlantique, de source préfectorale, il manque 2 500 logements en urgence alors que les inscriptions des demandeurs de HLM dépassent les 25 000.

Les prévisions budgétisées pour 2002 se chiffrent à 1 067 logements HLM sur la Loire-Atlantique. Nous sommes inquiets pour les années à venir en raison de l'accroissement démographique.

Publicités



Une entreprise jeune au service de votre dynamisme

Toutes distances - Grand tourisme

33, rue Marcel Sembat - 44570 Trignac- St-Nazaire

Tél. 02 40 45 95 05 - Fax : 02 40 45 95 09

AMBULANCES NAZAIENNES

BRIÈRE SERVICE



Tél. 02 40 45 95 00

VSL - Transport de corps - Toutes distances

33, rue Marcel-Sembat - 44570 TRIGNAC



L'avis de la CNL

Lors d'une récente Conférence de presse, la CNL 44 (Confédération Nationale du Logement) a tenu, à quelques semaines des élections des représentants des locataires à faire un état des lieux du logement social.

Pour la CNL, au même titre que la Santé ou l'Education, le Logement doit être déclaré «Grande priorité nationale». Il faut inverser les choix gouvernementaux actuels qui au contraire du logement à loyer modéré, tendent à l'accession à la propriété, au locatif privé et au logement social sans HLM.

Face aux déclarations et propos du Ministre de la Ville, Jean-Louis BORLO qui prétend abattre 200 000 logements HLM en 5 ans, la CNL voit rouge et cite :

«A Nantes, sur le quartier Malakoff - Pré-Gauchet, 500 logements sont visés par la démolition. Sans des constructions préalables, sans budget suffisant, où va-t-on loger les locataires ? Va-t-on accroître encore la pénurie ?

Les terrains qui seront «libérés» appartiennent à Nantes-Habitat, mais il manque 4 millions d'euros à l'Office Public de HLM pour reconstruire. Des sociétés immobilières sont à l'affût pour s'accaparer les terrains et sous couvert de mixité sociale, restructurer la ville au profit des classes aisées. Les pauvres sont devenus encombrants, ils n'ont qu'à aller voir ailleurs, vers l'extérieur.

L'engagement financier de l'Etat est défectueux et le processus en cours sur la décentralisation risque de paralyser les services du logement en créant la division des structures. Qui fait quoi ?

Pour les responsables de la CNL 44, améliorer la vie des locataires en cité, c'est placer l'économie au service de l'humain et non l'inverse. C'est ainsi qu'elle déclare qu'il ne faut pas se tromper de débat sur les raisons de la mal-vie en HLM. Ce ne sont ni les hauteurs des immeubles, ni la mauvaise qualité du béton qui provoquent les incivilités et l'insécurité.

Le mal-vivre vient de loin et c'est toute notre société qui doit se regarder en face. La première responsabilité appartient aux décideurs économiques écrasant la notion d'égalité républicaine en plaçant l'accroissement des dividendes boursiers devant les besoins humains.

Pour mieux vivre en HLM, la CNL développe quelques propositions, telles :

- Le développement de l'emploi qualifié à plein temps afin de faire reculer la précarité.
- Le relèvement du niveau des salaires, des retraites et pensions.
- La revalorisation des aides sociales et de l'APL en particulier ainsi que du fond de solidarité logement ?
- L'obtention de plus de moyens pour les centres sociaux des quartiers avec embauche de personnel formé civiquement et socialement.
- L'action contre la délinquance, en cravate et attaché-case, qui approvisionne et nourrit une minorité mafieuse perturbant la vie des cités.



nla

REGARD SUR LA SOCIÉTÉ... REGARD SUR LA SOC

Le banquet

Le banquet organisé par la Fédération de Loire-Atlantique du PCF est devenu au fil des ans, une initiative appréciée par les centaines d'amis et de camarades qui y participent.

Les Salons Mauduit, lieu qui était devenu, le refuge de cette initiative, ne peut cette année nous recevoir étant en travaux de réaménagement. C'est donc naturellement que nous nous sommes retournés vers la Halle de la Trocardière à Rezé.

Maintenir les bonnes habitudes du passé et faire du neuf.

Chacun des participants du Banquet de

l'année dernière se souvient de l'ambiance (voir notre photo) créée par l'animation musicale que nous entendons maintenir.

La partie politique se déroulera avec la participation de notre camarade Daniel CIRERA, membre de la Présidence du Conseil national qui lors de son intervention, situera l'action des communistes et de leur Parti.

Innovation de 18 h 30 à 19 h 30, pendant l'apéritif, les participants pourront débattre avec les animateurs de la vie du Parti dans le département et avec notre camarade CIRERA.



Tout savoir sur le banquet 2002

Le Menu : Apéritif
Assiette gourmande (galantine maison et mousson de canard au Porto)
Confit de canard forestier
Assiette de fromage
Dessert du Chef

Le prix : 15€ par personne
25€ pour 2 personnes
15€ par personne supplémentaire

La réservation : Pour organiser dans les meilleures conditions et afin d'éviter les désagréables surprises, les réservations doivent se faire auprès de votre section du Parti communiste ou auprès de la Fédération, avec paiement d'arrhes (5 € par personne) ou le paiement de l'intégralité des repas.

Les horaires : 18 h 30 à 19 h 30, apéritif débat avec les animateurs départementaux de la vie du Parti et Daniel CIRERA
19 h 30, banquet

Le lieu : Halle de la Trocardière à Rezé.
Terminus ligne 2 du tramway.

Le transport : un transport par car sera assuré à partir de Saint-Nazaire et de la Brière. Pour tous renseignements complémentaires, téléphonez au 02 40 66 08 48 ou au 02 40 35 03 00.

Assemblée départementale des élus communistes et républicains

La décentralisation en question

Les élus communistes et républicains tenaient leur assemblée générale à Saint-Herblain, le 23 octobre 2002. A cette occasion, Michel LUCAS, membre du Conseil national de l'ANECR et du bureau de l'Association départementale, faisait un compte-rendu des rencontres nationales des 19 et 20 octobre 2002. Des journées consacrées au projet de décentralisation du gouvernement, projet faisant l'objet d'Assises régionales des libertés locales dont les premières se sont déroulées à Nantes et auxquelles Marc JUSTY, Président de l'ADECR, participait. Les élus communistes ont dénoncé la vraie nature du projet "trompe l'œil" de RAFFARIN dont la finalité libérale est caractérisée par un nouveau désengagement de l'Etat, le risque d'explosion de la fiscalité locale, la finalité inégalitaire, dangereuse et la volonté d'accentuer la bipolarisation de la vie politique à travers la réforme des modes de scrutin. Les élus communistes soutenaient d'ailleurs lors des rencontres nationales, la proposition faite au nom du PCF par Marie-George BUFFET, de porter l'exigence d'un référendum sur les évolutions prévues des institutions.

Cette question de la décentralisation et de la régionalisation était donc au centre des débats de l'Assemblée générale de Saint-Herblain. Le devenir des services publics, de leur qualité, de l'égalité d'accès des citoyens sur tout le territoire national, nécessité, du point de vue des élus communistes une large information des élus et des citoyens sur la dangerosité du projet gouvernemental et des propositions des communistes qui, elles, s'inscrivent, s'agissant d'une vraie décentralisation améliorant la qualité des rapports institutions/populations, dans une perspective de transformation sociale.

Les élus communistes et républicains de Loire-Atlantique décidaient lors de cette assemblée départementale, de communiquer sur ce sujet par voie de presse et d'organiser des rencontres locales avec les citoyens à partir de quelques grands enjeux régionaux : énergie, devenir du Port autonome, de l'allocation personnalisée d'autonomie des personnes âgées (APA), etc.

Yann VINCE

PUBLICITÉS

SARL POMPES FUNÈBRES ATLANTIQUE MARBRERIE 44



Patrick LE ROGNON

24 H sur 24
7 jours sur 7

SAINT-NAZAIRE et sa région

5, place F. Blancho

02.40.01.86.88

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrats d'obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité
- Convention retraités C.G.T.

N° Vert 0 800 196 550

Ça se passe chez nous

Agenda



- **Nantes :**
Réunion du Collectif Jeunes, 30 octobre 2002
- **Nantes :**
Réunion du Comité local, 6 novembre 2002
- **Vertou :**
Forum, 6 novembre 2002
- **Savenay :**
Forum, début décembre 2002
- **Couëron :**
Forum, début décembre 2002
- **St-Malo de Guersac :**
Forum, début novembre 2002
- **16 novembre 2002 :**
Réunion à Nanterre des Secrétaires de section
- **29 novembre 2002 :**
Banquet fédéral à la Halle de la Trocardière

Loire-Atlantique, espace d'espairs ?

R. Antoine et J.-C. Lamatabois

Ce livre est un recueil qui rassemble «textes et interviews» dans un éventail très large de formes : témoignages, récits de vie, entretiens individuels ou collectifs retranscrits, synthèse historique, poèmes, etc.*

On y lira ainsi des contributions de L.Belliot, H.Bouyer, M.Cabon-Douvisi, R.Dallerac, N.Épron, É.Gasche, G.Haudebourg, A.Hauy, G.Jacquet, M.Justy, P.Le Berche, J-L.Le Corre, B.Le Maguet, S.Mahé, J.Marchand, H.Morière, M.Prodeau, L.Vidal et Y.Vince.



Mais au delà de la diversité - sans doute même d'une disparité - de ses formes, il vise pourtant un propos commun : celui d'un

«essai» pour dire, selon les auteurs, «un peu les chances qu'offre le cadastre 44, comment on peut l'habiter sans esprit de renoncement, en dépit d'amertumes personnelles et de disgrâces», qu'elles soient sociales, comme l'exclusion, ou physiques, tel le handicap. Pour cela il prend résolument le parti du «réel territorial et humain, là où s'aiguisent les idées de bonheur à venir, les promesses à tenir». Il faut donc se laisser porter d'abord par le plaisir d'une lecture jamais lassante. Et ce n'est qu'au cours de cette route que le projet se révèle pertinent et fécond.

C'est qu'il s'agit ici du lien complexe que, tous, nous entretenons avec l'espace géographique local. Ou plutôt, de la quête identitaire poursuivie sans cesse au sein d'un territoire vécu et perçu, à travers toutes sortes de pratiques, qu'elles soient passées ou actuelles, militantes, citoyennes, culturelles et/ou sportives. Elle englobe, entre bien d'autres, le tropisme du quartier (La Bouletterie de Saint-Nazaire), le paradoxe d'un maire «languedocien briéron», ou l'intégration mitigée des réfugiés politiques colombiens devenus, mais en partie seulement, nantais.

Une lecture agréable : la publication, longuement mûrie, est impeccable. Parfois un peu déroutante, elle s'avère finalement d'une grande actualité au moment où il est tant question de perte de repères, du rôle du local face au global et de pseudo «décentralisation». Comment, devant toutes les menaces pesant sur le lien social, l'implication militante et citoyenne dans le territoire, peut néanmoins nourrir certains espoirs.

J-Y M.

Espoirs Brésiliens

Jeudi 14 novembre, rencontre avec trois paysans sans terre du MST au lycée Prévert de Savenay. Au lendemain de l'élection historique du Président Luiz Inacio «Lula» da Silva, qui soulève tant d'espoirs au Brésil, vous êtes invité(e)s, le jeudi 14 novembre 2002 à 20 h 30, salle de conférences du Lycée J. Prévert de Savenay, rue Joseph Malègue, à une Rencontre-Débat avec trois paysans brésiliens du Mouvement des Sans Terre (MST) en séjour d'étude en Europe. Sous la présidence de Jean Luc Pelletier, de l'Association Frères des Hommes, et la participation de Jean Yves Martin, professeur au Lycée, auteur du livre «Les Sans-terre du Brésil» (Harmattan, 2001).

Quelles perspectives nouvelles pour le Brésil ? Quelles marges de manœuvre entre poids de la dette, situation financière, pression du FMI, et réponses aux formidables attentes populaires ? Notamment, quelles perspectives pour une véritable réforme agraire dans un pays marqué par les plus fortes inégalités foncières : 1% des propriétaires possédant près de 50% des terres, avec 5 millions de familles sans-terre ?

Entrée libre et gratuite, dans la limite des places disponibles.

Contact : Jean Yves Martin au 02 40 58 98 39 ou mbj.martin@infonie.fr

**Abonnez-vous
aux Nouvelles
pour 10 euros
pour l'année.**

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu. Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an en adressant vos chèques libellés à l'ordre de PCF Fédération de Loire-Atlantique 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

«Ancres perdues»

Dans quatre nouvelles publiées aux Editions du Petit Pavé, Jean-Claude LAMATABOIS nous distille un désespoir léger. Ses héros font tous leurs efforts pour se fixer dans des mondes étrangers au leur.

Un marin retiré à terre n'en connaît plus les règles. Il ne peut assumer ce qu'il a accompli pour réaliser son rêve de retraite.

Une vie tranquille, dans un pays tranquille, voilà ce que voudrait un militant chilien doublement exilé; la passion politique l'emportera encore.

Un paysan du sud-ouest se rêve dans une explosion de vie partagée face au taureau mortel. L'Espagne le renvoie blessé à son maïs, comme elle a exilé son père autrefois.

Un fils du petit peuple, ambitieux, veut devenir riche, star. Manipulé, cassé, il est bientôt renvoyé à son néant.

Pour tous, les ancres dérapent, les chaînes cassent. Cependant, quelles que soient les entraves, rien n'a pu enrayer leur volonté d'essayer. Leur rage de vivre sourd de leur vie elle-même.

Ce livre pourrait sembler désespéré : c'est au contraire un hymne aux hommes qui se battent pour changer leur destin et pour qui il importe finalement bien peu que les ancres qu'ils ont jetées, se perdent parfois.

Écrit dans une langue sensible de poète, il accède à l'excellence. Il faut le lire.

Découvrez le vite.

Pierre GADET